

IDASY
EXPERTISE CONSEIL AUDIT

**ASSOCIATION FONDATION
TAYLOR**

Association reconnue d'utilité publique par décret du 08 août 1881

Siège social : 1 RUE DE LA BRUYERE – 75009 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES COMPTES ANNUELS**

IDASY EXPERTISE CONSEIL AUDIT

FONDATION TAYLOR

Association reconnue d'utilité publique par décret du 08 Août 1881

Siège social : 1 RUE DE LA BRUYERE– 75009 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de la Fondation,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **FONDATION TAYLOR** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la FONDATION TAYLOR à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

IDASY

EXPERTISE CONSEIL AUDIT

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de la Fondation,

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité des comptes.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles

IDASY

EXPERTISE CONSEIL AUDIT

puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Elbeuf le 22 mai 2026

Oumar SALL
Commissaire aux Comptes



BILAN ACTIF

| | Exercice clos le 31/12/2025 | | | Exercice clos le 31/12/24 |
|--|-----------------------------|-------------------------------|------------------|---------------------------|
| | Brut | Amortissement et dépréciation | Net au 31/12/25 | |
| ACTIF IMMOBILISÉ | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ... | 52 574 | 51 825 | 749 | 1 696 |
| Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | 550 000 | | 550 000 | 550 000 |
| Constructions | 1 608 765 | 470 290 | 1 138 475 | 1 185 609 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 1 659 108 | 630 584 | 1 028 523 | 1 052 497 |
| Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes | 113 948 | | 113 948 | 106 956 |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations | 1 350 293 | 147 227 | 1 203 065 | 1 161 464 |
| Créances rattachées à des participations | 18 416 | | 18 416 | 18 828 |
| Autres titres immobilisés | 15 | | 15 | 15 |
| Prêts | | | | |
| Autres | 3 882 | | 3 882 | 4 140 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I) | 5 357 001 | 1 299 927 | 4 057 074 | 4 081 205 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Créances | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 107 | | 107 | 163 |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres Créances | 29 574 | | 29 574 | 82 525 |
| Charges constatées d'avance | 8 297 | | 8 297 | 2 119 |
| Valeurs mobilières de placement | 1 840 679 | 10 097 | 1 830 582 | 1 602 141 |
| Instruments financiers à terme et jetons détenus | | | | |
| Disponibilités | 816 667 | | 816 667 | 916 104 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT (II) | 2 695 325 | 10 097 | 2 685 228 | 2 603 052 |
| FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS (III) | | | | |
| PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV) | | | | |
| ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V) | | | | |
| TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V) | 8 052 325 | 1 310 024 | 6 742 302 | 6 684 257 |

BILAN PASSIF

| | Exercice clos le 31/12/25 | Exercice clos le 31/12/24 |
|---|------------------------------|------------------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | 431 303 | 431 303 |
| Fonds propres complémentaires | 1 978 761 | 1 978 761 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Écarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projet de l'entité | | |
| Autres | | |
| Report à nouveau | 3 534 711 | 3 460 452 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 22 270 | 74 259 |
| SITUATION NETTE | 5 967 045 | 5 944 775 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions règlementées | | |
| TOTAL FONDS PROPRES (I) | 5 967 045 | 5 944 775 |
| FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | 389 058 | 389 058 |
| TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II) | 389 058 | 389 058 |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | 60 154 | 60 154 |
| Provisions pour charges | | |
| TOTAL PROVISIONS (III) | 60 154 | 60 154 |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | 45 | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 4 617 | 4 017 |
| Emprunts et dettes financières diverses | | |
| Instruments financiers à terme | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 58 596 | 49 806 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 86 498 | 71 959 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 176 289 | 164 488 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | | |
| TOTAL DETTES (III) | 326 045 | 290 270 |
| ECARTS DE CONVERSION DU PASSIF (V) | | |
| TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V) | 6 742 302 | 6 684 257 |

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

| | Au 31/12/2025 | Au 31/12/2024 | Variation | |
|--|-----------------|------------------|------------------|--------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | | |
| Cotisations | | | | |
| Ventes de biens et services | 20 900 | 23 200 | (2 300) | -10% |
| Ventes de biens | | | | |
| dont ventes de dons en nature | | | | |
| Ventes de prestations de service | 73 439 | 48 684 | 24 755 | 51% |
| dont parrainages | | | | |
| Produits de tiers financeurs | | | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 588 000 | 588 000 | | |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | |
| Dons manuels | | | | |
| Mécénats | | | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | | | |
| Contributions financières | | | | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | | | | |
| Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | | | | |
| Utilisations des fonds dédiés | | | | |
| Autres produits | 184 352 | 421 912 | (237 560) | -56% |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I) | 866 691 | 1 081 796 | (215 105) | -20% |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | |
| Achats de marchandises | | | | |
| Variation de stock | | | | |
| Autres achats et charges externes | 468 911 | 504 688 | (35 777) | -7% |
| Aides financières | | | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 18 271 | 19 573 | (1 301) | -7% |
| Salaires | 172 220 | 167 380 | 4 840 | 3% |
| Cotisations sociales | 81 649 | 81 547 | 102 | 0% |
| Dotations aux amortissements | 142 797 | 128 248 | 14 549 | 11% |
| Dotations aux provisions | | | | |
| Valeurs comptables des immobilisations incorporelles ou corporelles cédées | | | | |
| Reports en fonds dédiés | | | | |
| Autres charges | 73 575 | 84 434 | (10 859) | -13% |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II) | 957 424 | 985 870 | (28 445) | -3% |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | (90 733) | 95 926 | (186 659) | -195% |

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

| | Au 31/12/2025 | Au 31/12/2024 | Variation | |
|---|------------------|------------------|------------------|-------------|
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| De participation | | | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 82 243 | 109 899 | (27 656) | -25% |
| Reprises sur dépréciations et provisions | 143 797 | 120 760 | 23 037 | 19% |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits des immobilisations financières cédées | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie | 59 989 | 35 111 | 24 878 | 71% |
| TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III) | 286 029 | 265 770 | 20 260 | 8% |
| CHARGES FINANCIÈRES | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 157 324 | 143 797 | 13 527 | 9% |
| Intérêts et charges assimilées | | | | |
| Différences négatives de change | | | | |
| Valeurs comptable des immobilisations financières cédées | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie | 2 899 | 9 158 | (6 259) | -68% |
| TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI) | 160 223 | 152 955 | 7 268 | 5% |
| 2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI) | 125 806 | 112 815 | 12 992 | 12% |
| 3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV) | 35 073 | 208 741 | (173 668) | -83% |
| Produits exceptionnels (V) | 898 | 15 380 | (14 482) | -94% |
| Charges exceptionnelles (VI) | | 140 000 | (140 000) | -100% |
| 4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | 898 | (124 620) | 125 518 | 101% |
| PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (VII) | | | | |
| IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (VIII) | 13 701 | 9 862 | 3 839 | 39% |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V) | 1 153 618 | 1 362 945 | (209 328) | -15% |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII+ VIII) | 1 131 348 | 1 288 687 | (157 338) | -12% |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT | 22 270 | 74 259 | (51 989) | -70% |
| | | | | |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | | |
| Dons en nature | | | | |
| Prestations en nature | | | | |
| Bénévolat | | | | |
| TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | | |
| | | | | |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | | |
| Secours en nature | | | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | | | | |
| Prestations en nature | | | | |
| Personnel bénévole | | | | |
| TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | | |

ANNEXE

1 janvier 2025 au 31 décembre 2025

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Nature et périmètre des activités

L'Association des artistes, peintres, sculpteurs, architectes, graveurs et dessinateurs, dite Fondation Taylor, fondée en 1844 et reconnue d'utilité en 1881 a pour but de venir en aide aux artistes en difficulté, de promouvoir l'art et d'encourager la création artistique.

Ses moyens d'action consistent, notamment, en l'attribution de prix, de récompenses, de secours, en l'organisation d'expositions, de conférences, et en l'édition d'ouvrages, de catalogues et revues.

Dans le prolongement de ces activités, elle a décidé d'initier un nouvel axe de soutien aux artistes, à leur famille ou à des associations, en proposant de recueillir et conserver à titre gracieux des archives et fonds d'atelier.

Modalités de fonctionnement

Le mode de fonctionnement de notre association est défini par les statuts autour d'un comité composé de 35 membres bénévoles élus, lequel comité se décomposant en commissions de travail dites artistiques (Aides, Prix, Exposition, Historique, Communication) et administratives (Comptes, Immeubles, Dons et legs, Conservatoire).

Le Comité se réunit une fois par mois de septembre à juin.

La Commission des Aides tient également une réunion par mois de septembre à juillet : Il y a de plus, en moyenne 12 à 14 réunions de jurys annuellement.

Les autres commissions se réunissent en fonction des projets et des besoins.

Les présidents de commission assurent le suivi des dossiers.

1. Règles générales

A compter du présent exercice, l'association a adapté ses méthodes comptables conformément aux modifications du plan comptable général issues du règlement ANC n°2022-06.

Dans ce cadre, les charges précédemment enregistrées en comptes de charges exceptionnelles (classe 67) sont désormais comptabilisées selon leur nature en charges d'exploitation. Ainsi, à titre d'exemple, les amendes et pénalités, antérieurement portées au compte 671, sont enregistrées au compte 651 ou 658 selon leur nature.

Par ailleurs, le recours aux comptes de transferts de charges (compte 79) est supprimé dans le cas où il était utilisé pour neutraliser des charges d'exploitation, cette pratique n'étant plus admise dans le cadre du nouveau référentiel.

Ces changements sont sans incidence sur les capitaux propres. Toutefois, ils affectent la présentation du compte de résultat, le résultat exceptionnel ayant vocation à ne plus être utilisé ou à être limité aux seules opérations répondant strictement à la définition des charges et produits exceptionnels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'association pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Immobilisations incorporelles :

Les logiciels sont amortis selon le mode linéaire sur une durée d'un an.

Immobilisations corporelles :

La fédération des Sociétés Immobilières a proposé une matrice d'analyse des composants en fonction des catégories d'immeubles.

Quatre composants ont été retenus :

- Gros-oeuvre pour 50% amortissable sur 50 ans;
- Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures pour 10 % amortissables sur 30 ans,
- IGT: chauffage, ascenseurs, électricité, plomberie et autre équipements pour 25% amortissable sur 15 ans;
- Agencements extérieurs et décoration (cloisons, carrelage) pour 15% amortissable sur 15 ans

| | |
|---|-------------|
| Construction | 10 à 50 ans |
| Agencement, aménagement, installation technique | 10 ans |
| Matériel de bureau | 3 à 5 ans |
| Matériel informatique | 3 ans |
| Mobilier | 5 à 10 ans |

Immobilisations financières :

Les participations financières figurant à l'actif, correspondent aux titres de SCPI acquis depuis 2013.

La valeur d'actif retenue à la date de clôture est la valeur de retrait contractuelle.

Une provision pour dépréciation est constatée à hauteur de la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de retrait contractuelle

3. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

5. Valeurs mobilières de placement

Informations sur le mode et la méthode d'évaluations :

Les valeurs mobilières de placement sont estimées selon la méthode du premier entré premier sorti.

Une provision est calculée lorsque la valorisation de marché à la date de clôture de l'exercice est inférieure à la valeur d'entrée figurant à l'actif

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Changement de méthode comptable suite aux modifications du plan comptable générale

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

VARIATION DES FONDS PROPRES

| Variation des fonds propres | À l'ouverture | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou consommation | À la clôture |
|-------------------------------------|------------------|-------------------------|--------------|----------------------------|------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 2 410 064 | | | | 2 410 064 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Écarts de réévaluation | | | | | |
| Réserves | | | | | |
| Report à nouveau | 3 460 452 | 74 259 | | | 3 534 711 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 74 259 | | 22 270 | 74 259 | 22 270 |
| SITUATION NETTE | 5 944 775 | | | | 5 967 045 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL FONDS PROPRES | 5 944 775 | | | | 5 967 045 |

VARIATION DES FONDS DEDIÉS

| Variation des fonds dédiés | À l'ouverture | Augmentation | Diminution ou consommation | À la clôture |
|----------------------------|----------------|--------------|----------------------------|----------------|
| Fonds dédiés | 389 058 | | | 389 058 |
| TOTAL FONDS DEDIES | 389 058 | | | 389 058 |

L'association a reçu en 2013 la somme de 105 000€ aux fins de financer les prix Hasegawa et Marage. Ces fonds dédiés ont été placés afin de produire des intérêts permettant de financer le versement des prix.

En 2019, l'association a perçu la somme de 39 000€ de l'association Jean Chièze qui a pour but de financer un prix de gravure sur bois, intitulé "Prix de l'association Jean Chièze".

Durant l'exercice 2022, la fondation a encaissé un don de 50.000€ aux

fins de financer le prix Claude BOURET, et un autre don de 55048,40€ aux fins de financer un prix Franck DUMESNIL.

Ces fonds dédiés font l'objet de placements en fonds SCPI dont les produits financiers sont destinés au financement des prix.

En 2024, un investissement en parts de SCPI de 140 000 euros a été perçu aux fins de financer un prix Nicole Miel de Fommervault.

Le montant total des fonds dédiés se porte à 389 058,40€.

IMMOBILISATIONS

| | Valeur brute au début de l'exercice | Augmentations | | Diminutions | | Valeur brute à la fin de l'exercice | Réévaluation légale |
|--|-------------------------------------|---------------|--------------|----------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| | | Réévaluation | Acquisitions | Virements de poste à poste | Cessions et mises hors service | | Valeur d'origine en fin d'exercice |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | | | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | 52 574 | | | | | 52 574 | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I) | 52 574 | | | | | 52 574 | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | | | |
| Terrains | 550 000 | | | | | 550 000 | |
| Constructions sur sol propre | 1 608 765 | | | | | 1 608 765 | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | | | | |
| Installations générales, agenc- des constructions | | | | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriel | | | | | | | |
| Installations générales, agencements divers | 1 334 005 | | 68 282 | | | 1 402 287 | |
| Matériel de transport | | | | | | | |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | 254 360 | | 2 461 | | | 256 821 | |
| Emballages récupérables et divers | | | | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 106 956 | | 74 580 | | 67 589 | 113 948 | |
| Avances et acomptes | | | | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II) | 3 854 086 | | 145 323 | | 67 589 | 3 931 821 | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | | | | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | | | | |
| Autres participations | 1 319 025 | | 50 096 | | 412 | 1 368 709 | |
| Autres titres immobilisés | 15 | | | | | 15 | |
| Prêts et autres immobilisations financières | 4 140 | | | | 258 | 3 882 | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III) | 1 323 180 | | 50 096 | | 670 | 1 372 606 | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | 5 229 840 | | 195 419 | | 68 259 | 5 357 001 | |

AMORTISSEMENTS

| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | Situations et mouvements de l'exercice | | | |
|--|---|-------------------------|---|---|
| | Montant des amortissements au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif | Montant des amortissements à la fin de l'exercice |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | 50 878 | 947 | | 51 825 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I) | 50 878 | 947 | | 51 825 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | 423 157 | 47 134 | | 470 290 |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Inst. générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| Inst. techniques, matériel et outillage industriel | | | | |
| Inst. générales, agencements, aménagements divers | 478 006 | 90 019 | | 568 025 |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | 57 863 | 4 697 | | 62 559 |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II) | 959 025 | 141 850 | | 1 100 874 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II) | 1 009 903 | 142 797 | | 1 152 700 |

DÉPRÉCIATIONS

| | Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Montant cumulé à la clôture de l'exercice |
|--|--|---------------|-------------|---|
| PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS | | | | |
| Dépréciation sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Dépréciation sur immobilisations corporelles | | | | |
| Dépréciation sur titres mis en équivalence | | | | |
| Dépréciation sur titres de placement | 138 732 | 8 495 | | 147 227 |
| Dépréciation sur immobilisations financières | | | | |
| Dépréciation sur stocks et en cours | | | | |
| Dépréciation sur comptes clients | | | | |
| Autres provisions pour dépréciations | 5 065 | 5 032 | | 10 097 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 143 797 | 13 527 | | 157 324 |

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

| Créances | Montant brut | Échéance à un an au plus | Échéance à plus d'un an |
|--|---------------|-----------------------------|----------------------------|
| Créances rattachées à des participations | 18 416 | 18 416 | |
| Prêts | | | |
| Autres immobilisations financières | 3 882 | | 3 882 |
| Clients douteux ou litigieux | | | |
| Autres créances clients | 107 | 107 | |
| Créance représentative de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | | | |
| Autres impôts, taxes et versements assimilés | | | |
| Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques | | | |
| Groupe et associés | | | |
| Débiteurs divers | 29 574 | 29 574 | |
| Charges constatées d'avance | 8 297 | 8 297 | |
| TOTAL DES CRÉANCES | 60 276 | 56 394 | 3 882 |

PROVISIONS

| | Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Montant cumulé à la clôture de l'exercice |
|---|--|---------------|-------------|---|
| PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | | | | |
| Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers | | | | |
| Provisions pour investissements | | | | |
| Provisions pour hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | | | | |
| dont majorations exceptionnelles de 30 % | | | | |
| Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92) | | | | |
| Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92) | | | | |
| Provisions pour prêts d'installation | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | | | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | | |
| Provisions pour litiges | 60154 | | | 60154 |
| Provisions pour garanties données aux clients | | | | |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme | | | | |
| Provisions pour amendes et pénalités | | | | |
| Provisions pour pertes et charges | | | | |
| Provisions pour pensions et obligations similaires | | | | |
| Provisions pour impôts | | | | |
| Provisions pour renouvellement des immobilisations | | | | |
| Provisions pour grosses réparations | | | | |
| Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | | | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 60154 | | | 60154 |

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

| Dettes | Montant brut | Échéance à un an au plus | Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus | Échéance à plus de 5 ans |
|---|----------------|-----------------------------|--|-----------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine | 45 | 45 | | |
| Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers | 4 617 | 4 617 | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 58 596 | 58 596 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 26 433 | 26 433 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 43 891 | 43 891 | | |
| Impôts sur les bénéfices | 13 701 | 13 701 | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | | | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 2 473 | 2 473 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Autres dettes | 176 289 | 176 289 | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL DETTES | 326 045 | 326 045 | | |

CHARGES À PAYER

| | Montants |
|--|----------------|
| Emprunts obligataires convertibles | |
| Autres emprunts obligataires | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | |
| Emprunts et dettes financières divers | 4 617 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 58 596 |
| Dettes fiscales et sociales | 86 498 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | |
| Autres dettes | 176 289 |
| TOTAL CHARGES À PAYER | 326 000 |

PRODUITS À RECEVOIR

| | Montants |
|--|----------|
| Créances rattachées à des participations | |
| Autres immobilisations financières | |
| Créances clients et comptes rattachés | 107 |
| Autres créances | 29 574 |
| Disponibilités | 816 667 |
| TOTAL PRODUITS À RECEVOIR | |

CHIFFRES D'AFFAIRES ET RESSOURCES

Répartition par secteur d'activité

| Secteur d'activité | Montants |
|-------------------------------------|---------------|
| Produits des locations immobilières | 73 439 |
| Adhésions | 20 900 |
| TOTAL | 94 339 |

CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

Subventions d'exploitation

L'association a reçu du Fonds de dotation Taylor la somme de 588 000 euros conformément à la décision du conseil d'administration et 50 000 euros de l'Académie des Beaux Arts.

Elle a également perçu la somme de 121 446,05 euros de la Fondation Majusyl.

AUTRES INFORMATIONS**EFFECTIF**

Effectif moyen du personnel : 4 personnes

| | Effectif Hommes | Effectif Femmes | Effectif Total |
|--------------|-----------------|-----------------|----------------|
| Cadres | | 1 | 1 |
| Employés | | 3 | 3 |
| TOTAL | | 4 | 4 |

ENGAGEMENT RETRAITE

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Le montant des engagements de retraite est non significatif compte tenu de l'âge et de l'ancienneté de l'effectif de la fondation.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

L'activité de l'association étant fondée sur le bénévolat, le nombre d'heures effectué au cours de l'année 2025 par l'ensemble des membres composant les différentes commissions s'élève à 1.291 heures.

MISE A DISPOSITION GRATUITE

-L'accueil gracieux dans nos locaux, au titre de soutien, d'associations en vue de la tenue de leurs réunions de conseil d'administration ou assemblée générale,

Une convention a été signée entre les deux parties le 08 octobre 2012 pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Aucune valorisation n'a été effectuée car cette mise à disposition est très occasionnelle et n'est pas significative pour les comptes du fonds de dotation.

REMUNERATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 5 700 euros

IDASY EXPERTISE CONSEIL AUDIT

| |
|-------------------------|
| FONDATION TAYLOR |
|-------------------------|

Association reconnue d'utilité publique par décret du 08 Août 1881

Siège social : 1 RUE DE LA BRUYERE– 75009 PARIS

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de la Fondation,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

Elbeuf le 22 mai 2026

Oumar SALL
Commissaire aux Comptes

